

## Rwanda : Redressement, réhabilitation et espoir

**A**près le génocide de 1994, qui a fait environ 1 million de victimes, le Rwanda a entrepris de remettre en état son infrastructure dévastée, de rétablir les normes sociales et, enfin, de mettre en œuvre une stratégie de développement à long terme. Le retour à la normalité, après la violence et le chaos, s'est fait dans le cadre d'une vaste campagne en faveur de la réconciliation et de l'unité nationales. La transition s'est déroulée en plusieurs étapes, à peu près comme dans tout pays sortant d'un conflit civil. Le Rwanda s'est efforcé de démobiliser et réintégrer les combattants et, à ce jour, quelque 3,5 millions de réfugiés rwandais, sur une population totale de 8 millions d'habitants, ont été rapatriés et réinstallés.

| Indicateurs nationaux   | 1990 | 1994            | 2005          |
|---|------|-----------------|---------------|
| PIB par habitant (USD)  | 251  | 152             | 258           |
| Croissance du PIB (%)*  | -2   | -50             | 6,0           |
| Inflation (IPC, %)*   | 4    | 1,6 (1996-1998) | 9,2           |
| Dette extérieure totale (% du PIB)  | 28   | 127             | 66,8          |
| Déficit budgétaire (% du PIB, y compris les dons)                           | -5   | -11             | -1,6          |
| Apports nets d'IED (USD millions)   | 8,0  | 0               | 3,6<br>(2004) |
| Incidence de la pauvreté (% , moins de 1 dollar par jour)                   | 40   | 78              | 56,5          |
| Taux brut de scolarisation primaire (%)                                     | 67   | N.D             | 92            |
| Mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour mille naissances vivantes) | 150  | 209 (1995)      | 152           |
| Taux de vaccination (rougeole, %)   | 83   | 25              | 96            |
| Prévalence du VIH/SIDA (%)  | -    | 13 (1997)       | 3             |
| Population (en millions)  | 7,1  | 5,5             | 9,0           |

Source : FMI et Banque mondiale, sauf indication contraire.

\* Institut national de la statistique du Rwanda (INSR).

Depuis les premiers jours de la reconstruction en 1994, l'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, a fourni au Rwanda 809 millions de dollars dans le cadre d'opérations d'investissement et d'appui aux politiques. L'IDA a rapidement adapté ses activités en fonction des circonstances, répondant d'abord aux besoins de reconstruction et apportant ensuite un soutien aux réformes structurelles pour le développement.

Grâce aux réformes économiques et aux réformes de gouvernance de grande envergure menées entre 1995 et 2005, le taux de croissance du PIB a dépassé 7,5 % par an en moyenne. Des progrès constatés en termes de bien-être et de prestations de services sont encore plus remarquables. Les taux de scolarisation et de réussite dans l'enseignement primaire sont en augmentation. Le taux de vaccination (96 %) est l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne et l'on estime que la prévalence du VIH (3 %) est en recul. Au cours des quatre dernières années, un million de personnes supplémentaires (14 % de la population) ont obtenu l'accès à l'eau.

Peu après le génocide, alors que le Rwanda se battait pour reconstruire son avenir, la Banque a été parmi les premiers donateurs à lui apporter un soutien, en lui fournissant des analyses ciblées et des conseils de politique générale et en facilitant l'harmonisation et l'alignement entre les donateurs.



## RÉALISATIONS DU PAYS

### Le Rwanda a opéré une transition remarquable entre la reconstruction postconflit et le développement au cours des 12 dernières années.

Le génocide de 1994 a détruit la base économique fragile du pays ainsi qu'une grande partie de son capital humain et a anéanti sa capacité d'attirer l'investissement privé. Près d'un million de personnes sont mortes et des milliers de Rwandais ont fui le pays à pied. La pauvreté s'est accrue de façon dramatique, surtout parmi les femmes, touchant 78 % de la population en 1994.

Pendant la reconstruction, le Gouvernement rwandais a concentré ses efforts sur la restauration des institutions, ce qui s'est traduit par une amélioration sensible des résultats économiques et des indicateurs sociaux. Grâce aux réformes économiques et aux réformes de gouvernance de grande portée entreprises

entre 1995 et 2005, le PIB a enregistré une croissance annuelle moyenne de plus de 7,4 %. En 2000, la proportion de pauvres était tombée à 60 % de la population. La mortalité infantile, qui avait atteint plus de 300 pour 1 000 naissances vivantes après le génocide, est retombée à 152 pour 1 000 entre 2002 et 2005.

**Des progrès substantiels ont été accomplis sur le plan de la stabilisation et du redressement de l'économie.** En 1998, le PIB était revenu à son niveau d'avant 1994, stimulé initialement par les efforts de reconstruction après le conflit. Lorsque l'économie est entrée dans la phase de développement, la croissance annuelle s'est établie à 5,3 % en moyenne entre 2000 et 2005. L'inflation est restée faible, à 6,5 % par an, par rapport à la décennie précédente.

La gestion macroéconomique a été satisfaisante, comme en témoignent les bons résultats des six examens effectués dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté pour la croissance (FRPC) du Fonds monétaire international et d'un

arrangement de trois ans au titre de la FRPC, approuvé en 2006. La mise en œuvre efficace des politiques macroéconomiques a permis au Rwanda de parvenir à la fin du processus pour les pays pauvres lourdement endettés et de bénéficier de l'Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale.

### **Premièrement, le pays est stable et en paix.**

Certes, les séquelles du génocide persistent mais le pays a fait des progrès considérables sur la voie de la réinstallation de la population, de la réconciliation nationale, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants. Environ 15 000 membres de l'ancienne armée gouvernementale ont été intégrés dans l'armée nationale rwandaise à différents niveaux de commandement et près de 3,5 millions de réfugiés rwandais ont été rapatriés et réinstallés dans ce petit pays densément peuplé.

Grâce au Fonds pour les survivants du génocide, le gouvernement fournit des services d'éducation et de santé, des abris et des activités génératrices de revenu aux survivants les plus vulnérables, principalement les veuves et orphelins. Une commission pour l'unité et la réconciliation a été créée dans le but de consolider les mesures prises pour remédier aux séquelles des politiques qui avaient divisé le pays. La commission continue à sensibiliser le public par le biais de l'*Ingando* et d'initiatives d'éducation civique et par un dialogue structuré sur l'unité, la réconciliation, la justice, la sécurité et la démocratisation. Le Rwanda a accéléré la *Gacaca* (littéralement « la justice sur l'herbe »), tribunaux communautaires procédant à l'audition de citoyens accusés d'avoir soutenu le génocide de 1994.

**Les indicateurs de la gouvernance se sont améliorés dans le cadre d'un redressement global.** Évaluation politique et institutionnelle globale du pays (CPIA). Sur les 45 pays d'Afrique subsaharienne qui ont été notés (dont le Rwanda),

### **Promouvoir la paix dans la région des Grands Lacs**

Le Gouvernement rwandais a lancé plusieurs initiatives pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région. La Commission tripartite Plus Un, composée du Rwanda, de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Ouganda, avec le Burundi en tant qu'observateur, a conclu un accord sur la poursuite des criminels et des «forces négatives» dans la région. Les Gouvernements du Rwanda et de la RDC, en coopération avec la mission de l'ONU dans la RDC, ont accru les pressions sur les Forces démocratiques de libération du Rwanda, groupe rebelle rwandais dans l'Est du Congo, pour qu'il honore son engagement de mettre fin aux activités militaires et de retourner au Rwanda.

Le gouvernement soutient activement les initiatives d'intégration régionale telles que le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté d'Afrique de l'Est, entre autres groupes, afin de réduire les tensions politiques dans la région et de contribuer au développement économique.

62 % se situaient en dessous du Rwanda et 29 % au-dessus. Entre 1998 et 2004, le Rwanda a aussi amélioré ses résultats au regard des six indicateurs établis par l'Institut de la Banque mondiale, à savoir les moyens d'expression et la responsabilité, la stabilité politique, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, le respect du droit et la lutte contre la corruption.

Les donateurs bilatéraux travaillent avec le gouvernement pour créer un dialogue politique plus ouvert. De plus, le Rwanda poursuit un programme de décentralisation ambitieux pour donner plus d'autonomie aux communautés locales et pour accroître la transparence et la responsabilité.

**Le Rwanda a fait des progrès considérables dans la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).** Il a obtenu des résultats spectaculaires dans les secteurs sociaux. Le taux

de scolarisation primaire a atteint 92 % en 2006, contre 67 % en 1990, et le taux de réussite est passé à 55 % en 2005. Le taux de vaccination, de 96 %, est parmi l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne. La population utilisant des moustiquaires imprégnées d'insecticide est passée de 4 à 40 % entre 2004 et 2006 et devrait atteindre 60 % en 2007. La prévalence du VIH, qui est de 3 %, est en diminution.

Cas unique en Afrique, le Rwanda a élargi l'accès à l'assurance maladie (au moyen de dispositifs locaux appelés mutuelles). La population couverte est ainsi passée de 7 à 51 % entre 2003 et 2006, ce qui se traduit par l'utilisation accrue des services de santé, comme en témoigne, par exemple, le nombre d'accouchements assistés. Au cours des quatre dernières années, un million de personnes supplémentaires (14 % de la population) ont obtenu l'accès à l'eau, ce qui a permis de réduire de 25 % la mortalité des enfants de moins de cinq ans.

## **CONTRIBUTIONS DE L'IDA**

Depuis 1994, l'IDA a accordé au Rwanda des crédits et des dons d'un montant de 809 millions de dollars. Environ la moitié de ce soutien financier a été fournie dans le cadre d'opérations de redressement économique et d'appui aux politiques, dernièrement sous la forme de trois crédits/dons à l'appui de la réduction de la pauvreté. Depuis 2004, ces crédits/dons ont soutenu directement les vigoureux efforts de réforme entrepris par le gouvernement, en particulier dans le domaine du développement du secteur privé et de la fourniture de service sociaux et d'infrastructure et dans celui de la gestion et de la responsabilisation du secteur public. De plus, l'IDA a financé environ 13 opérations d'investissement et a établi plus de 27 rapports analytiques et examens.

## **Répondre aux besoins du pays**

Le soutien s'est adapté à l'évolution de la situation au Rwanda. Après le génocide, l'IDA a concentré ses efforts sur la reconstruction, notamment la reconstruction de la base économique et institutionnelle et la réponse aux besoins fondamentaux dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'énergie, des transports et des communications. De plus, elle a soutenu le gouvernement dans ses efforts pour reconstituer le tissu social et promouvoir la réconciliation.

Le soutien de l'IDA est ensuite passé de l'aide d'urgence au financement d'activités de développement à plus long terme.

Compte tenu des bons résultats du gouvernement, le soutien de projets a été associé à un appui des politiques, fondé sur un dialogue et une analyse constructifs. Compte tenu de la volonté de réforme du gouvernement, l'IDA a pu travailler avec ses homologues dans le pays pour offrir une assistance financière et technique et des services d'analyse qui ont directement contribué à l'obtention de résultats tangibles sur le plan du développement.

## **Mener un dialogue de politique générale constructif**

À mesure que le pays est sorti de la phase de reconstruction, l'IDA a apporté un soutien croissant au programme de réforme politique du gouvernement au moyen de crédits/dons à l'appui de la réduction de la pauvreté destinés au secteur social et au secteur de l'infrastructure ainsi qu'au secteur public et à la gestion macroéconomique. Cela a permis de procéder à un examen stratégique complet à haut niveau du programme de réforme du Rwanda. Ce dialogue a été facilité par le travail d'analyse de l'IDA. Mais, surtout, la qualité du dialogue de politique générale témoigne de la ferme volonté de réforme du gouvernement.

## Élaborer un programme de développement conduit par le pays

L'IDA a aidé le gouvernement à élaborer son premier Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), qui a été achevé en 2002. D'après une évaluation indépendante, les objectifs du DSRP ont généralement été atteints, voire dépassés. Cette évaluation indique aussi les domaines à améliorer. L'IDA aide maintenant le gouvernement à préparer son deuxième DSRP – Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté – qui devrait être achevé en 2007.

## Faciliter l'harmonisation et l'alignement entre les donateurs

Dans la période qui a suivi le génocide, le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni a repris le dialogue avec le gouvernement et a aidé à restaurer les relations avec la Communauté européenne. Le DFID a été le premier donateur à fournir un soutien budgétaire.

La coordination entre les donateurs était essentielle pour assurer le succès de leurs efforts. Alors que le DFID s'est concentré sur le développement humain, en particulier l'éducation, la Banque mondiale a fourni des compétences et un soutien financier pour la gestion du secteur public et les questions fiduciaires. La coordination a été favorisée par la préparation du premier crédit de l'IDA à l'appui de la réduction de la pauvreté, dans le cadre du document de stratégie du gouvernement.

Un cadre de partenariat, élaboré par le gouvernement avec le concours de l'IDA, a été signé en novembre 2003 par le gouvernement et les donateurs, et un calendrier a été fixé pour les examens conjoints effectués par les donateurs.

## L'impact de l'IDA, à travers son financement et ses conseils de politique générale, se manifeste dans de nombreux secteurs

**Dialogue global de politique générale.** Le dialogue de politique générale a d'abord porté sur la sécurité de base, la réconciliation, la stabilisation macroéconomique, la privatisation et la fourniture des services sociaux de base. Les réformes se sont poursuivies avec l'amélioration de la gestion des finances publiques, la mise en place d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) pour renforcer la planification et la budgétisation, et la création d'un climat d'investissement propice aux affaires. Récemment, l'accent a été mis sur la budgétisation axée sur les résultats, la décentralisation budgétaire, l'amélioration des services et l'élaboration de mécanismes de responsabilité.

**Développement du secteur privé.** Le soutien de l'IDA a aidé à formuler et adopter une stratégie de développement du secteur privé, puis une stratégie de promotion des exportations, et a permis de créer l'Agence rwandaise de promotion des investissements et des exportations (RIEPA), où un guichet unique a été créé pour faciliter le développement des entreprises. La première phase d'une zone franche industrielle est en cours de réalisation.

Les recettes provenant du café et du thé ont augmenté en 2005, de même que les recettes touristiques et le nombre de visiteurs. Les exploitations de cuirs et peaux, de cassitérite (oxyde d'étain) et de coltan (minerai métallique) sont en augmentation.

En 2005, l'Étude du Groupe de la Banque mondiale intitulée *Doing Business* a classé le Rwanda parmi les 20 premiers réformateurs du monde, bien que globalement le pays reste un lieu où il est relativement coûteux de faire des affaires.

Des programmes de privatisation sont en cours pour une entreprise de télécommunications d'État, un grand exportateur de café, plusieurs fabriques de thé et plusieurs banques commerciales. La réglementation et la surveillance du secteur bancaire ont été renforcées et un cadre réglementaire pour le microfinancement a été mis en place. La mise en œuvre de la stratégie ambitieuse du gouvernement en matière de TIC a débuté avec l'installation d'un câble à fibres optiques et d'un système sans fil.

**Gestion des finances publiques.** L'IDA collabore étroitement avec d'autres donateurs pour soutenir le gouvernement dans ce domaine. Parmi les résultats obtenus, il faut citer l'adoption par le gouvernement d'une loi organique sur les finances et les actifs de l'État ; la création de postes et la nomination d'un vérificateur général des comptes et d'un comptable général, et la présentation au Parlement d'un code des marchés publics incorporant les meilleures pratiques internationales. De plus, le gouvernement est en train de mettre en œuvre un plan d'action pour améliorer la responsabilité financière.

Par ailleurs, le gouvernement établit des estimations budgétaires préliminaires mensuelles pour les secteurs prioritaires et il a adopté le système budgétaire SMARTGOV. Il est en train de mettre en place un compte unique du Trésor et il a établi un comité de gestion du Trésor.

Le projet de renforcement des capacités de décentralisation du secteur public de l'IDA et son projet de développement communautaire ont mis davantage l'accent sur le renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques aux niveaux central et local. Un centre d'enseignement dans le domaine financier et bancaire a été créé, et quelque 200 agents comptables reçoivent une formation en vue d'une affectation dans les services décentralisés principalement.

**Éducation.** Le soutien de l'IDA au secteur de l'éducation au Rwanda a été fourni conjointement dans le cadre du projet de développement des ressources humaines et d'opérations d'appui aux politiques. Le vaste travail d'analyse de l'IDA, en particulier son rapport sur la situation de l'éducation dans le pays, a guidé l'approche sectorielle du gouvernement et le plan de financement de l'éducation sur 10 ans. La planification stratégique du gouvernement a abouti à l'approbation d'un financement supplémentaire dans le cadre de l'Initiative accélérée pour l'Éducation pour tous, partenariat mondial visant à accélérer les progrès vers l'enseignement primaire universel d'ici à 2015.

Parmi les autres résultats, il faut citer l'élaboration et la mise en œuvre d'une loi ambitieuse sur l'enseignement supérieur et d'une politique multisectorielle sur la science et la technologie ainsi que le passage à l'enseignement de base gratuit pendant neuf ans.

Le soutien technique a visé principalement à aider le gouvernement à assurer la gratuité de l'enseignement primaire, notamment grâce à des subventions proportionnelles au nombre d'élèves accordées aux écoles pour chaque élève. Ces subventions, qui n'existaient pas en 2003, ont vu leur montant passer de 300 francs rwandais en 2004 à 1 000 francs rwandais en 2005 et à 2 500 francs rwandais en 2006. Il devrait atteindre 3 800 francs rwandais en 2007.

**Santé.** Le soutien de l'IDA à ce secteur a été acheminé dans le cadre d'un projet relatif à la santé, puis dans le cadre d'opérations d'appui aux politiques. L'IDA a aidé le gouvernement à élaborer des politiques sanitaires profitant aux pauvres et des stratégies sanitaires plus solides, notamment des contrats basés sur les résultats, des stratégies de rétention des ressources humaines et un cadre de dépenses à moyen terme pour la santé axé sur les résultats.

L'IDA a aidé le gouvernement à établir un rapport sur la situation de la santé dans le pays et d'autres rapports analytiques sur la fourniture de services et les problèmes en matière de ressources humaines. Le dialogue entre les donateurs actifs dans le secteur de la santé et le gouvernement a conduit à une augmentation des dépenses de santé inscrites dans le budget, à l'amélioration de l'accès des pauvres aux soins de santé, notamment pour la prévention et le traitement du paludisme, et à l'extension des mécanismes de protection sociale tels que les mutuelles (systèmes de micro-assurance). En 2006, 51 % de la population bénéficiaient de cette assurance maladie, contre seulement 7 % de plus qu'en 2004.

Le recours aux contrats basés sur les résultats et la mise en œuvre d'un programme décentralisé de santé communautaire au niveau du district mérite une attention particulière. Des mesures novatrices sont appliquées pour remédier au manque de ressources humaines dans le secteur, consistant notamment en allocations pour conditions de vie difficiles pour le travail dans les régions rurales.

**VIH/SIDA.** L'IDA a accordé des dons pour financer le programme VIH/SIDA du Rwanda (environ dix millions de dollars par an depuis 2003), agissant en partenariat avec le Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et le Plan d'urgence des États-Unis pour la lutte contre le SIDA, qui ont permis de fournir des médicaments génériques et des médicaments de marque.

Dans le cadre du programme d'action multipays de lutte contre le VIH/SIDA au Rwanda, financé par l'IDA :

- Environ 500 000 personnes ont bénéficié de services de conseils et de dépistage volontaires.
- Près de 12 millions de préservatifs ont été distribués.
- Plus de 5 000 malades ont été mis sous traitement antirétroviral (dont deux tiers sont

des femmes), avec un taux d'observance de 95 %.

- Quelque 52 000 ménages bénéficient de l'accès élargi aux programmes de financement des soins de santé communautaires.
- À peu près 27 000 orphelins et enfants vulnérables bénéficient du paiement des frais de scolarité.

#### Progrès de la lutte contre le VIH/SIDA

- En 2006, plus de 32 000 malades ont été mis sous traitement antirétroviral dans 130 sites répartis dans l'ensemble du Rwanda, contre seulement 870 patients traités dans sept sites en 2002.
- Il y a eu aussi des nouvelles encourageantes en matière de prévention : le pourcentage de femmes capables d'identifier correctement les moyens de prévenir la transmission par voie sexuelle est passé à plus de 51 % en 2005, contre environ 23 % en 2000.
- En 2006, l'ONUSIDA a annoncé une diminution des d'infection à VIH parmi les jeunes Rwandais.

**Approvisionnement en eau.** Un projet de l'IDA a permis de réparer les réseaux de distribution d'eau endommagés, de financer une évaluation des besoins en eau dans les villes secondaires et de réhabiliter les systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural. Un projet d'eau et d'assainissement en cours d'exécution dans les régions rurales met l'accent sur la participation accrue des communautés aux décisions en matière d'investissement et de maintenance et sur la participation du secteur privé à la fourniture de services de distribution d'eau et d'assainissement. Les résultats suivants ont été obtenus :

- Le financement direct de projets de distribution d'eau dans les districts visant à améliorer l'accès à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement fiables, abordables et durables dans les régions rurales, a été mis en œuvre et renforcé.

- Le taux d'accès global à l'eau potable a augmenté, passant de 41 % en 2001 à 55 % en 2005 dans les régions rurales et de 66 % à 69 % dans les régions urbaines.
- 598 000 personnes supplémentaires dans les régions rurales ont obtenu l'accès à l'eau potable en 2005.
- Les dépenses dans le secteur de l'eau ont triplé en 2005 par rapport à 2004, par suite de l'accélération de l'exécution des projets dans les régions rurales et urbaines.

**Énergie.** L'IDA soutient les travaux menés pour résoudre les problèmes d'énergie du Rwanda sur plusieurs fronts. Les questions de politique générale sont abordées dans le cadre de crédits/dons à l'appui de la réduction de la pauvreté, les questions commerciales dans le cadre d'un projet de développement de la compétitivité et des entreprises et les questions relatives à l'investissement dans le cadre d'un projet de réhabilitation urgente du secteur de l'électricité.

En conséquence, le gouvernement a adopté un plan pour répercuter la hausse des prix du pétrole intervenue en 2005. De plus, il a révisé le barème des tarifs de l'électricité en 2006, en conciliant la protection des consommateurs industriels et le recouvrement des coûts ; et il a augmenté les investissements dans la production d'hydroélectricité en 2007.

Pour le long terme, le gouvernement reconnaît qu'il faut remédier aux pénuries d'énergie au Rwanda, où seulement 5% de la population, d'après les estimations, avaient accès à l'électricité en 2004. Le gouvernement poursuit l'installation de nouvelles centrales – notamment la centrale au méthane du Lac Kivu (avec un financement de la SFI et une aide prévue de l'IDA), et de nouvelles centrales hydroélectriques financées par l'IDA. Ces initiatives devraient réduire le coût de l'énergie pour les entreprises et améliorer l'accès de la population.

## LES DÉFIS À RELEVER

**Le Rwanda est confronté à un certain nombre de contraintes que l'IDA et les autres donateurs peuvent aider à surmonter**

**Réalisation des ODM.** Avec l'aide de l'IDA et d'autres donateurs, le Rwanda a mis au point des mécanismes qui assureront un flux continu de ressources de l'administration centrale jusqu'au niveau où sont assurées les prestations de services. Mais, pour atteindre les ODM, il faut assurer un financement soutenu et accru pour la fourniture de services dans les secteurs de l'éducation, de la santé (y compris la lutte contre le VIH/SIDA), de l'eau et de l'énergie. Le financement destiné à la lutte contre le SIDA et le paludisme a sensiblement augmenté mais un soutien accru est nécessaire pour reconstruire l'ensemble du système de soins de santé.

Une aide supplémentaire d'environ 18 dollars par habitant et par année serait nécessaire pour renforcer la réponse du système de santé, créer une demande de services et financer des activités permettant de réduire la mortalité infantile et maternelle.

**Obstacles à la croissance/à la transformation de l'agriculture liés à l'infrastructure.** Les insuffisances de l'infrastructure, en particulier la pénurie d'énergie et le mauvais état du réseau routier, entravent l'accroissement de la compétitivité du Rwanda.

Un financement additionnel est nécessaire pour accroître la production d'énergie et soutenir quatre nouveaux projets d'hydroélectricité. Il faut aussi élaborer une stratégie pour développer les sources d'énergie de remplacement, en particulier dans les régions rurales.

Dans le secteur des transports, des ressources supplémentaires permettraient au Rwanda

d'élargir le réseau de routes de desserte rurale et d'améliorer les grands axes régionaux.

Comme l'économie reste largement agraire, la croissance démographique rapide, la faible productivité et la forte pression sur les terres sont des obstacles majeurs à la transformation du secteur agricole. La densité de la population – 356 habitants au km<sup>2</sup> – est l'une des plus élevées d'Afrique et sera source de tensions sociales et économiques.

Il faudra s'attaquer aux problèmes liés à la gestion des sols, à la productivité agricole, à la croissance démographique et à l'emploi des jeunes afin d'éviter la fragmentation accrue des terres et la diminution du revenu rural.

**Forte dépendance à l'égard de l'aide.** Malgré l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTTE et de l'Initiative pour l'allègement de la dette multilatérale, le Rwanda est toujours exposé à un risque de surendettement, principalement parce qu'il reste très dépendant du financement extérieur et que sa base d'exportation est étroite. L'analyse de la soutenabilité de la dette indique aussi que le Rwanda reste très vulnérable aux chocs extérieurs. Ces risques peuvent être atténués par l'accroissement de la part d'aide au développement accordée sous la forme de dons.

**Stabilité nationale et régionale.** Alors que le processus de réconciliation se poursuit au Rwanda, il subsiste des tensions sociales. Il faut redoubler d'efforts pour rétablir la confiance et reconstituer le tissu social afin d'éviter toute détérioration de la situation politique ou sociale. Par ailleurs, la stabilité politique et économique au Rwanda est étroitement liée à la situation dans l'ensemble de la région de Grands Lacs et aux programmes régionaux visant à démobiliser et réintégrer les combattants et à édifier une paix durable.

**Renforcement des capacités.** L'allocation de ressources supplémentaires pour le renforcement des capacités permettrait de concentrer davantage les efforts sur l'amélioration de la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur les aspects fiduciaires. Le Rwanda aurait aussi besoin qu'on l'aide à améliorer ses systèmes de suivi et d'évaluation, de collecte des données et de passation des marchés.

### **Enseignements tirés des activités de l'IDA au Rwanda**

Globalement, l'IDA a été en mesure de répondre aux besoins du Gouvernement rwandais dans un contexte en évolution rapide.

Le Rwanda est un excellent exemple de la façon dont une réforme assumée par le pays peut produire des résultats tangibles. Le soutien rapide de l'IDA dans une période difficile a contribué à la stabilisation et a incité le Gouvernement rwandais à entreprendre un programme de réforme à moyen et long terme, prévoyant la création d'institutions clés telles que l'Administration fiscale rwandaise et l'Office national des marchés.

Le renforcement de la bonne gouvernance, avec la participation active des citoyens, est essentiel pour la réduction de la pauvreté et pour le développement. Le programme Unité et Réconciliation s'est avéré efficace pour rétablir les normes sociales après le traumatisme national causé par le conflit et le génocide.

La politique de décentralisation du Rwanda a renforcé l'effort de reconstruction en donnant aux communautés rwandaises le pouvoir de prendre les décisions essentielles et en permettant aux citoyens de faire entendre leurs voix.

Mai 2007.

<http://www.banquemondiale.org/ida>.